

Mais, monsieur le Président, pour envisager même la paix, les dirigeants des parties au conflit yougoslave doivent être amenés à la table de négociation et entreprendre de véritables pourparlers.

Une telle nécessité pose un pénible dilemme pour les pays étrangers au conflit - comment forcer une décision sans nuire davantage aux populations qui sont déjà touchées par la crise?

Comme il l'a fait pour d'autres conflits qui ont éclaté dans le monde, le Canada a cherché à utiliser des leviers économiques et politiques dans la quête de la paix, et ce de façon impartiale, tout en apportant une aide humanitaire aux victimes de la violence.

Lorsque la crise a commencé, j'ai demandé à mon Ministère de refuser systématiquement toute licence autorisant l'exportation d'armes ou autres produits militaires vers la Yougoslavie. Le Canada a donc fait plus qu'appuyer la résolution 713 des Nations Unies; il l'a en fait devancée.

Le Premier ministre et moi-même avons écrit aux dirigeants des parties belligérantes, en leur demandant de mettre fin à la violence et d'en arriver à un règlement négocié. J'ai rencontré les ministres des Affaires étrangères de la Yougoslavie et de la Croatie, et je les rencontrerai de nouveau chaque fois que cela sera possible.

Le Premier ministre et moi-même avons aussi plusieurs fois discuté de ces questions avec nos amis et nos alliés, à la faveur de plusieurs tribunes.

Notre gouvernement continue de recevoir des appels pour qu'il reconnaisse les républiques qui ont déclaré unilatéralement leur indépendance, et nous savons que c'est là une question délicate.

Nous ne donnerons pas suite à ces appels parce que nous croyons, comme les pays membres de la Communauté européenne, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et de l'OTAN, que la reconnaissance des républiques qui souhaitent se séparer de la Yougoslavie ne devrait avoir lieu qu'à la faveur d'un accord général. J'ai moi-même discuté de cette question, aussi bien avec M. Cyrus Vance qu'avec Lord Peter Carrington.

La reconnaissance, aujourd'hui, de la Croatie et de la Slovénie serait le signal de la fin du processus de négociation et donnerait libre cours aux hostilités pour régler la question. Une telle reconnaissance compromettrait aussi le destin des autres républiques et minorités, qui souhaitent des solutions différentes pour la Yougoslavie.

Nous sommes fermement convaincus que la première condition de toute solution politique, c'est la paix dans la région.